



FINALEMENT, LE CONSEIL, APRES AVOIR CONSTATE QUE DES PROGRES AVAIENT ETE EFFECTUES, A DECIDE DE REPRENDRE SES TRAVAUX SUR L'ENSEMBLE DU DOSSIER A SES DEUX PROCHAINES SESSIONS EN VUE D'ABOUTIR A UN COMPROMIS GENERAL SUR LES QUESTIONS ESSENTIELLES DANS LE RESPECT DES ECHANCES PREVUES.

B) POLITIQUE DES STRUCTURES  
ACCORD A LA MAJORITE QUALIFIEE SUR LA PROROGATION DES DIRECTIVES JUSQU'AU 30 JUIN. LE CONSEIL EST EN OUTRE CONVENU DE SUSPENDRE LES AIDES DANS LE SECTEUR LAITIER A PARTIR DU 1ER MARS.

- C) BEURRE NOUVELLE-ZELANDE  
LE CONSEIL S'EST BORNE A PROROGER JUSQU'AU 31 MARS LE REGIME TRANSITOIRE ACTUEL (20.750 T. POUR LE PREMIER TRIMESTRE).

D) VIANDE OVINE : VOLET EXTERNE  
LE CONSEIL, INFORME DES CONTACTS DE LA COMMISSION AVEC LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS - NOTAMMENT LA NOUVELLE ZELANDE EN VUE DE LA STABILISATION DES EXPORTATIONS DE CE PAYS - A APPROUVE EN PRINCIPALE LES ORIENTATIONS DE LA COMMISSION ET EXPRIME SON INTENTION D'EN TIRER DES CONCLUSIONS AVANT LE 1ER AVRIL.

E) POLOGNE  
LA COMMISSION A ETE INVITEE A EXAMINER FAVORABLEMENT LA POSSIBILITE DE FOURNIR DES CITRONS AUX ONG.

#### PARLEMENT EUROPEEN

D'UNE RESOLUTION DETAILLEE ADOPTEE CETTE SEMAINE PAR LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE, ON RETIENDRA NOTAMMENT :

- LA RESPONSABILITE DU VOLUME EXAGERE D'IMPORTATIONS DE PRODUITS IDENTIQUES ET DE SUBSTITUTION A DES CONDITIONS NE RESPECTANT PAS LA PREFERENCE COMMUNAUTAIRE DANS LES DESEQUILIBRES DE CERTAINS MARCHES.

- L'INVITATION A LA COMMISSION DE FAIRE PREUVE D'UNE PLUS GRANDE FERMETE FACE A "L'OFFENSIVE AMERICAINE" SUR LES MARCHES AGRICOLES.

- LA REAFFIRMATION DE LA VOCATION EXPORTATRICE DE LA COMMUNAUTE ET L'INTERET DES CONTRATS A LONG TERME.

- UNE INVITATION AU CONSEIL DE DECIDER RAPIDEMENT SUR LA DEMANDE ACP DE FOURNITURE PLURI-ANNUELLE DE PRODUITS AGRICOLES A DES CONDITIONS PREFERENTIELLES.

- L'IMPORTANCE RECONNUE AUX ACCORDS INTERNATIONAUX SUR LES PRODUITS DE BASE.

#### 2.2 CONSEIL RECHERCHE (28 FEVRIER)

##### A) PROGRAMME ESPRIT

LE CONSEIL A ARRETE LA DECISION RELATIVE AU PROGRAMME DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATIQUE 1984-89 AINSI QUE LE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1984 PERMETTANT AINSI LE DEMARRAGE IMMEDIAT DE CE PROGRAMME.

LE CONSEIL A PRIS ACTE DE L'ENGAGEMENT DE LA COMMISSION D'ASSURER SON FINANCEMENT PENDANT TOUTE SA DUREE, DE GERER LES CREDITS DE PAIEMENT EN 1984 ET 85 DE TELLE MANIERE QUE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME NE CONDUISE PAS A UN ACCROISSEMENT DU VOLUME TOTAL DES CREDITS. DE SON COTE, IL S'EST ENGAGE A ENTAMER UN DEBAT SUR LES PRIORITES DE LA RECHERCHE. DES QUE CELLES-CI AURONT ETE FIXEES ET QUE SERONT CONNUES LES DECISIONS RELATIVES AUX RESOURCES DONT DISPOSERA LA COMMUNAUTE, IL SERA POSSIBLE DE FIXER UN MONTANT GLOBAL POUR LES ACTIVITES DE CE TYPE JUSQU'EN 1988.

LES CONTRACTANTS DEVRONT SUPPORTER UNE PART DES COUTS, DONT 50 0/0 POURRONT ETRE PRIS EN CHARGE PAR LA COMMUNAUTE. SUR LE MONTANT GLOBAL DE 1.500 MIO ECUS, LES CREDITS S'ELEVENT A 750 MIO ECUS REPARTIS SUR 5 ANS. UN MONTANT MAXIMUM DE 25 0/0 DE LA PARTICIPATION TOTALE DE LA COMMUNAUTE AUX NOUVEAUX PROJETS PEUT, POUR LA PREMIERE ANNEE, ETRE AFFECTE A CEUX DONT LA PARTICIPATION COMMUNE N'EXCEDE PAS 5 MIO ECUS. CE PROGRAMME PERMETTRA LA REALISATION D'IMPORTANTES INNOVATIONS PAR DES P.M.E. GRACE A L'INFRASTRUCTURE DES GRANDS PROJETS.

EN OUTRE LA DECISION COMPORTE LA CREATION ET LE FONCTIONNEMENT DU 'COMITE ESPRIT', PREVOIT ET ORGANISE DES ECHANGES D'INFORMATION ENTRE ETATS MEMBRES. ENFIN, ELLE STIPULE QUE LE PROGRAMME SERA REEXAMINE, SOIT AU TERME DE 30 MOIS, SOIT DES QUE 60 0/0 DU MONTANT AURONT ETE ENGAGES.

**B) STIMULATION DES COOPERATIONS ET DES ECHANGES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES EUROPEENS (1985-88)**

LE CONSEIL A EXPRIME SA SATISFACTION POUR LA REALISATION DE LA PHASE EXPERIMENTALE DECIDEE LE 28 JUIN 1983 ET TOUJOURS EN COURS ET A MARQUE SON ACCORD SUR LES GRANDES LIGNES DE LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION POUR LA NOUVELLE PHASE, DONT :

- LA COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE INDUSTRIELLE SERA ASSOCIEE A CE PROGRAMME,
- ALLOCATIONS DE RECHERCHE, CONTRATS DE JUMELAGE D'EQUIPES OU DE LABORATOIRES,
- MESURES HORIZONTALES D'ACCOMPAGNEMENT,
- COOPERATION AVEC D'AUTRES ETATS EUROPEENS EN COHERENCE AVEC LES INITIATIVES PREVUES A CET EGARD DANS LE CADRE DU CONSEIL DE L'EUROPE.

**C) BIOTECHNOLOGIE**

LE CONSEIL, APRES AVOIR RECONNU L'IMPORTANCE PRIMORDIALE D'UN PROGRAMME EUROPEEN DANS CE DOMAINE D'AVENIR, EST ARRIVE AUX CONCLUSIONS SUIVANTES :

- PRIORITE AUX ACTIONS HORIZONTALES DANS LA FORMATION, L'INFORMATION, LA RECHERCHE DE BASE ET LA MISE EN PLACE DE RESEAUX D'EQUIPES ET DE LABORATOIRES.
- AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE, Y COMPRIS LES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.
- IMPORTANCE DE L'ACCES AUX MATIERES PREMIERES D'ORIGINE AGRICOLE.

**D) AUTRES SECTEURS**

LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD SUR LA DECISION PORTANT REVISION DU PROGRAMME SECTORIEL (1981-1985) DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT AINSI QUE SUR L'EXTENSION DE LA DEUXIEME PARTIE DU PROGRAMME PLURIANNUEL DANS LE DOMAINE DE L'INFORMATIQUE QU'IL EXAMINERA D'ICI LA FIN DE L'ANNEE EN VUE DE COORDONNER LES ACTIVITES DE CE PROGRAMME A CELLES DU PROGRAMME ESPRIT.

LE PROGRAMME DE RECHERCHE 'ENERGIE NON NUCLEAIRE' SERA REEXAMINE LORS DE LA PROCHAINE SESSION PREVUE POUR LE 29 MAI.

**2.3 CONSEIL ENVIRONNEMENT (2 MARS)**

LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD SUR :

- LA DIRECTIVE RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE (LA PREMIERE DU GENRE) EN PROVENANCE DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES.

- UN MONTANT FINANCIER DE 13 MIO ECU (DUREE 3 ANS) POUR DES ACTIONS COMMUNAUTAIRES POUR L'ENVIRONNEMENT.
- LA CONCLUSION, AU NOM DE LA COMMUNAUTE, DU PROTOCOLE A LA CONVENTION DE BARCELONE RELATIF AUX AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES DE LA MEDITERRANEE.

PAR CONTRE LE CONSEIL A REPORTE SA DECISION SUR LE REGLEMENT DES TRANSFERTS TRANSFRONTALIERS DE DECHETS DANGEREUX (DIRECTIVE SEVESO II).

#### 2.4 MARCHÉ INTERIEUR ET TRANSPORTS FRONTALIERS

SUITE AU BLOCAGE DES TRANSPORTS ROUTIERS DANS LA CEE (GREVE DES DOUANIERS ITALIENS, BARRAGES ROUTIERS) LA COMMISSION A RAPPELE SES PROPOSITIONS POUR AMELIORER LA REALISATION DU MARCHÉ INTERIEUR ET DEMANDE QUE LE CONSEIL ADOPTE D'URGENCE CELLES QUI CONCERNENT L'INTRODUCTION DU DOCUMENT UNIQUE, LE REPORT DU PAIEMENT DE LA TVA, L'ASSOUPLISSEMENT DU CONTROLE AUX FRONTIERES INTRA-COMMUNAUTAIRES.

EN OUTRE, M. NARJES APPRECIE QUE LA COMMISSION SOUHAITE QUE LES MESURES DEJA ADOPTEES AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE (HARMONISATION DES HEURES D'OUVERTURE DES POSTES FRONTIERES, CENTRALISATION DANS UN LIEU UNIQUE DES CONTROLES, REMPLACEMENT DES CONTROLES SYSTEMATIQUES PAR DES SONDAGES ET RECONNAISSANCE DES CONTROLES ET DOCUMENTS ETABLIS PAR LES AUTORITES D'UN ETAT MEMBRE DANS TOUTE LA CEE) SOIENT TRANSFORMEES EN DROIT NATIONAL LE PLUS VITE POSSIBLE (1.1.85). CECI VISE SURTOUT LES HEURES D'OUVERTURE POUR LESQUELLES UN DELAI SUPPLEMENTAIRE (1987) AVAIT ETE ACCORDE A CERTAINS ETATS MEMBRES DONT L'ITALIE ET LA FRANCE.

FINALEMENT LA PRESIDENCE N'AYANT PAS DONNE SUITE A DES DEMANDES DE CONVOCATION D'UNE SESSION SPECIALE DU CONSEIL 'TRANSPORTS' A LE CONSEIL 'MARCHÉ INTERIEUR', COMPETENT EN LA MATIERE, ETUDIERA LE DOSSIER LE 8 MARS. DANS CETTE PERSPECTIVE, LA COMMISSION DEVRAIT ADOPTER LA SEMAINE PROCHAINE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL DONT M. NARJES DOIT LA SAISIR INCESSAMMENT. PARALLELEMENT UN GROUPE OUVERT DE MEMBRES DE LA COMMISSION PROPOSERA DES INITIATIVES A SOUMETTRE AU CONSEIL 'TRANSPORTS' DU 22 MARS EN VUE D'ELIMINER LES GOULOTS D'ETRANGLEMENT ET RENFORCER LE SYSTEME COMMUNAUTAIRE DES TRANSPORTS.

DANS UN MEMO DU PORTE-PAROLE, IL EST RAPPELE QUE, SELON DES ESTIMATIONS BIEN FONDEES, L'EXISTENCE MEME DES FRONTIERES INTRA-COMMUNAUTAIRES OCCASIONNE UNE CHARGE FINANCIERE D'ENVIRON 15 MRD D'ECU OU 5 A 7 0/0 DE LA VALEUR DES PRODUITS ECHANGES PAR AN A L'ECONOMIE DES PAYS EUROPEENS. POUR LA CIRCULATION DES MARCHANDISES, LES CONTROLES SONT ESSENTIELLEMENT DE NATURE FISCALE TECHNIQUE (NORMES), ADMINISTRATIVE ET MONETAIRE (DEVISES ET M.C.M.).

#### 2.5 SITUATION ECONOMIQUE

LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE QUI FAIT LE POINT DU DEGRE DE CONVERGENCE DES POLITIQUES ECONOMIQUES DES ETATS MEMBRES. LA COMMISSION CONSTATE DE NOMBREUX SIGNES D'AMELIORATION DU CLIMAT ECONOMIQUE, BIEN QUE LA SITUATION DU CHOMAGE RESTE PREOCCUPANTE. IL Y A EU REDUCTION DES DESEQUILIBRES ENTRE LA SITUATION ECONOMIQUE DES ETATS MEMBRES. LA COMMISSION PRESENTE SES RECOMMANDATIONS AUX ETATS MEMBRES EN VUE D'UN SUCCES DE LA REPRISE ECONOMIQUE. ELLE SOULIGNE NOTAMMENT LA NECESSITE DE MAINTENIR LES EFFORTS D'AJUSTEMENT, PARTICULIEREMENT DANS LES PAYS OU ILS ONT ETE ENTREPRIS TARDIVEMENT.

## 2.6 COOPERATION MONETAIRE EN EUROPE

EN VUE D'INTRODUIRE LE DEBAT DU PROCHAIN CONSEIL ECO/FIN (12 MARS) LA COMMISSION A ADOPTE EN COOPERATION AVEC LE COMITE MONETAIRE UNE COMMUNICATION DRESSANT LE BILAN DE CINQ ANNEES DE FONCTIONNEMENT DU S.M.E. :

- ELLE ANALYSE NOTAMMENT :
- LES PROGRES ACCOMPLIS MAIS A CONSOLIDER DANS LA VOIE DE LA CONVERGENCE,
  - LE FONCTIONNEMENT DES MECANISMES ET LES PROBLEMES QUI SE POSENT ENCORE (USAGE OFFICIEL DE L'ECU ET PRATIQUE DES INTERVENTIONS),
  - LE CARACTERE INCOMPLET DU SYSTEME : NON PARTICIPATION DE CERTAINES MONNAIES, COORDINATION INSUFFISANTE DES POLITIQUES DE TAUX DE CHANGE A L'EGARD DES PAYS TIERS, ENTRAVES A L'USAGE PRIVE DE L'ECU.

## 2.7 ACIER : VOLET INTERNE

PRIX MINIMAUX  
LA COMMISSION A DECIDE DE MODIFIER SA DECISION DU 23 DECEMBRE 1983 FIXANT DES PRIX MINIMAUX POUR CERTAINS PRODUITS SIDERURGIQUES. ELLE PEUT DEJA CONSTATER QU'A LA SUITE DE L'APPLICATION DES PRIX MINIMAUX ET DE LA PROROGATION DU REGIME DES QUOTAS AINSI QUE LA MISE EN VIGUEUR DES AUTRES MESURES -SYSTEME DE VERIFICATION DES PRIX MINIMAUX ET DE CAUTION, INSTAURATION DE CERTIFICATS DE PRODUCTION ET DE DOCUMENTS D'ACCOMPAGNEMENT DES LIVRAISONS DES PRODUITS-, ET DU FAIT AUSSI D'UNE ANIMATION DE LA DEMANDE, LES PRIX RETROUVENT UNE MEILLEURE FERMETE.

ELLE CONSIDERE DONC QUE CES PRIX DOIVENT ETRE CONSOLIDES POUR LES LIVRAISONS A PARTIR DU 1ER AVRIL 1984 ET A ESTIME OPPORTUN DE CORRIGER LES PRIX MINIMAUX POUR LES PRODUITS PLATS LAMINES A CHAUD ET A FROID AINSI QUE LES PROFILES ET LES POUTRELLES DE PETITES DIMENSIONS, A RAISON DE PLUS 9 ECU/T.

## 3. ELARGISSEMENT

SECTEUR DE LA PECHE

A) PORTUGAL

NOUS RENDRONS COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DE LA PROPOSITION ADOPTEE CETTE SEMAINE PAR LA COMMISSION.

B) ESPAGNE

LA COMMISSION A INSCRIT A SON ORDRE DU JOUR DU 14 MARS LES PROBLEMES DE LA PECHE AVEC L'ESPAGNE.

## 4. RELATIONS EXTERIEURES

### 4.1 COOPERATION POLITIQUE

UNE REUNION MINISTERIELLE DE COOPERATION POLITIQUE S'EST TENUE A PARIS LE 27 FEVRIER. LES MINISTRES ONT ADOPTE DES DECLARATIONS A LA PRESSE SUR LA SITUATION AU LIBAN, LE CONFLIT IRAN-IRAK ET L'AFRIQUE AUSTRALE. CES TEXTES ONT DEJA ETE TRANSMIS IN EXTENSO AUX DELEGATIONS LES PLUS INTERESSEES. LES MINISTRES ONT EGALEMENT DISCUTE DES RELATIONS EST-OUEST ET DE L'AMERIQUE LATINE. LE MINISTRE CHEYSSON A DONNE A LA PRESSE LES INFORMATIONS SUIVANTES SUE LES TRAVAUX.

**LIBAN**

LES DIX ONT MARQUE LEUR INQUIETUDE SUR LES RECENTS EVENEMENTS AU LIBAN ET ONT LANCE UN APPEL POUR UN CESSEZ-LE-FEU. ILS ONT EXPRIME LE SOUHAIT QUE SOIT MISE EN PLACE, DANS L'AGGLOMERATION DE BEYROUTH, AVEC L'ACCORD DE TOUTES LES PARTIES INTERESSEES, UNE FORCE DES NATIONS UNIES QUI PRENDRAIT POSITION DES LE DEPART DE LA MNF SUR LA BASE D'UN MANDAT DU CONSEIL DE SECURITE. ILS ONT RAPPELE L'IMPORTANCE D'UNE RECONCILIATION NATIONALE ET APPELE DE LEURS VOEUX UNE REPRISE DU PROCESSUS DE GENEVE. ENFIN, LES DIX, AYANT FAIT ALLUSION AU RETRAIT DES FORCES ETRANGERES, ONT DIT QUE LES TENDANCES LIBANAISES PEUVENT SE METTRE D ACCORD SUR UNE DEFINITION DU STATUT DU LIBAN QUI TIENNE COMPTE DE SA SITUATION DANS LE MONDE ARABE ET DU DESIR DE SA POPULATION D'ETRE A L'ABRI DES RETOMBEES DU CONFLIT.

LES DIX ONT EVOQUE LES PROBLEMES NON RESOLUS DU PROCHE-ORIENT, SANS PREJUGER DES DISCUSSIONS DU CONSEIL EUROPEEN.

**IRAN-IRAK**

LES DIX ONT PRIS CONNAISSANCE DES DERNIERS DEVELOPPEMENTS, QUI RISQUENT DE CONDUIRE A DE NOUVELLES ETAPES DANS L'ESCALADE DE LA GUERRE. ILS EN ONT APPELE AUX PARTIES A APPLIQUER LES RESOLUTIONS PERTINENTES DU CONSEIL DE SECURITE ET A RENONCER A TOUT CE QUI POURRAIT CONDUIRE A L'ESCALADE OU A METTRE EN DANGER LA LIBRE NAVIGATION DANS LE GOLFE. ILS ONT DEMANDE AU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU DE REPRENDRE SA MISSION.

PAR AILLEURS, LES DIX ONT EXIGE LE RESPECT DES CONVENTIONS INTERNATIONALES ET EXPRIME LEUR SOUTIEN A LA CROIX ROUGE.

**AFRIQUE AUSTRALE**

LES DIX ONT ACCUEILLI FAVORABLEMENT LES RECENTES INITIATIVES EN AFRIQUE AUSTRALE (ACCORDS DE LUSAKA ET MAPUTO). ILS ONT EXPRIME L'ESPOIR QUE CES DEVELOPPEMENTS CONTRIBUERONT AU CLIMAT DE CONFIANCE MUTUELLE QUI FACILITERA LA MISE EN VIGUEUR DE LA RESOLUTION 435. ILS CONTINUENT A SOUTENIR TOUTES LES PARTIES AINSI QUE LE SECRETAIRE GENERAL DANS LEURS EFFORTS POUR PARVENIR A UNE SOLUTION. ENFIN, ILS ONT EXPRIME LEUR DISPOSITION A AIDER LE DEVELOPPEMENT D'UNE NAMIBIE LIBRE ET INDEPENDANTE.

**EST/OUEST**

LES MINISTRES SONT PARVENUS A UNE ANALYSE CONVERGENTE DES RELATIONS EST/OUEST. LA POLITIQUE DE L'UNION SOVIETIQUE EST CARACTERISEE PAR LA CONTINUTE. IL FAUT POURSUIVRE LA RECHERCHE DE CONTACTS POLITIQUES. LES DIX MAINTIENNENT LEUR POSITION DE PRINCIPE NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LE DESARMEMENT. LA PRESENCE AU NIVEAU DES MINISTRES A L'OUVERTURE DE LA CDE EST UN SIGNAL IMPORTANT. LA CDE ELLE-MEME EST EN GRANDE PARTIE DUE AUX EFFORTS DES DIX.

**AMERIQUE LATINE**

LES DIX ONT CONFIRME LEUR APPUI A L'INITIATIVE DU GROUPE DE CONTADORA, ET SOUHAITERAIENT L ACCOMPAGNER DANS L'ENSEMBLE DES PAYS DE L'AMERIQUE CENTRALE. LE CONSEIL VIENT DE DEMANDER A LA COMMISSION DE VOIR COMMENT STRUCTURER CES RELATIONS.

LES MINISTRES ONT PASSE EN REVUE LA SITUATION DANS PLUSIEURS PAYS DE L AMERIQUE CENTRALE, NOTAMMENT EL SALVADOR (DANS LE CONTEXTE DES ELECTIONS) ET NICARAGUA.

LES MINISTRES ONT NOTE AVEC GRANDE SATISFACTION L'EVENEMENT REMARQUABLE QUE CONSTITUENT LES ELECTIONS EN ARGENTINE. CE DEVELOPPEMENT, AINSI QUE SES IMPLICATIONS POUR L'ENSEMBLE DE L'AMERIQUE LATINE, SERA SIGNALE AU CONSEIL EUROPEEN EN VUE D'UNE DECLARATION.

LA RESOLUTION DU PARLEMENT EUROPEEN SUR LE CHILI A ETE NOTEE AVEC INTERET ET SYMPATHIE.

#### 4.2 CE/USA

-----

LES VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP ET DAVIGNON ONT LE 28 FEVRIER EU UN ECHANGE DE VUES GENERAL AVEC L'AMBASSEUR BROCK, REPRESENTANT SPECIAL POUR LES QUESTIONS COMMERCIALES, SUR L'ENSEMBLE DES PROBLEMES QUI EXISTENT ENTRE LA CEE ET LES ETATS-UNIS DANS LE DOMAINE INDUSTRIEL COMME DANS LE DOMAINE AGRICOLE.

ILS ONT EU NOTAMMENT L'OCCASION DE CLARIFIER LEURS POSITIONS RESPECTIVES SUR LE DIFFEREND DANS LE DOMAINE DES ACIERS SPECIAUX A LA VEILLE DE LA REUNION SPECIALE DU CONSEIL DU GATT. SANS ABANDONNER LEURS POSITIONS DE PRINCIPE SUR LE FOND, ILS ONT DECIDE D'EVITER TOUT AFFRONTMENT INUTILE SUR CETTE QUESTION.

AINSI QUE LA COMMUNAUTE L'AVAIT DEJA FAIT SAVOIR A GENEVE EN CE QUI CONCERNE LES DIFFERENCES ENTRE STATISTIQUES AMERICAINES ET EUROPEENNES, IL A ETE CONFIRME QUE LES COMPENSATIONS SERAIENT BASEES SUR LE COURANT REEL DES ECHANGES.

DANS LE MEME SENS, LES CALCULS SERONT FAITS SUR BASE D'UN TAUX DE CHANGE REPRESENTATIF ENTRE L'ECU ET LE DOLLAR, C'EST-A-DIRE, POUR 1984, CELUI DU 1ER FEVRIER 1984.

EN OUTRE, IL A ETE CONVENU QUE DES CONSULTATIONS POURRAIENT AVOIR LIEU LORSQUE LES MESURES ENVISAGEES PRODUIRAIENT DES EFFETS EXCESSIFS PAR RAPPORT AUX PREVIUIONS ACTUELLES.

FOLLOWING THESE CONTACTS, IN THE GATT COUNCIL OF 28 FEBRUARY, WHICH HAD BEEN CALLED TO DISCUSS THE COMMUNITY'S COMPENSATORY MEASURES, US DID NOT CONTEST EC'S RIGHT TO TAKE THESE MEASURES, AND STATED THAT FOLLOWING BILATERAL CONSULTATION PROCEDURES HAD BEEN AGREED TO MAKE SURE THAT EC MEASURES DO NOT EXCEED ART.XIX INTERIOR, AND THAT THE TWO PARTIES WOULD INFORM THE COUNCIL CHAIRMAN FROM TIME TO TIME OF FURTHER DEVELOPMENTS.

US THEREFORE DID NOT REQUEST DISAPPROVAL, BUT RESERVED THEIR RIGHTS IF THE SITUATION SHOULD DETERIORATE. EC RECALLED ITS WIL- LINGNESS TO CONSULT ON THE EXTENT OF THE MEASURES, WHICH WILL BE PUT IN FORCE ON 1 MARCH, AND THE GATT COUNCIL S STATEMENT OF 7 FEBRUARY THAT BOTH PARTIES HAD FOLLOWED GATT PROCEDURES IN AN EXEMPLARY WAY.

#### 4.3 SUISSE

-----

LA COMMISSION EST PREOCUPEE DE L'APPROBATION EN SUISSE, PAR LA VOIE D UN REFERENDUM, DE LA CREATION D'UNE TAXE ''POIDS LOURDS'' AINSI QUE D'UNE ''VIGNETTE AUTOROUTIERE'' A PARTIR DE 1985.

DANS LE CADRE DE SES CONTACTS ANTERIEURS AVEC LE GOUVERNEMENT SUISSE, LA COMMISSION AVAIT SOULIGNE LA NECESSITE D'EVITER DES MESURES QUI POURRAIENT EGALEMENT PROVOQUER UNE DISCRIMINATION VIS-A-VIS DES RESSORTISSANTS DES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE AINSI QUE DE NOUVELLES ENTRAVES AU PASSAGE DE FRONTIERES EN EUROPE.

C'EST DANS CE SENS QUE LA COMMISSION RAPPELE SON POINT DE VUE AUX AUTORITES SUISSES LORS D'UNE REUNION QUI AURA LIEU PROCHAINEMENT A BERNE.

#### 4.4 CHYPRE

ON 23/24 FEBRUARY, A DELEGATION OF THE SERVICES OF THE COMMISSION, LED BY MR. P. DUCHATEAU, HELD TALKS IN NICOSIA WITH THE CYPRIOT AUTHORITIES IN ORDER TO EXPLORE AND CLARIFY A SERIES OF TECHNICAL AND ECONOMIC QUESTIONS WHICH NEED TO BE EVALUATED IN ORDER TO IMPLEMENT A CUSTOMS UNION BETWEEN THE COMMUNITY AND CYPRUS. THESE TALKS ENABLED BOTH SIDES TO FULLY ASSESS THE ISSUES INVOLVED AND WERE DESIGNED TO PAVE THE WAY FOR FUTURE NEGOTIATIONS BETWEEN THE COMMUNITY AND CYPRUS.

#### 4.5 ZAIRE

LA VISITE DE M. PISANI AU ZAIRE COMPORTAIT UNE SERIE D'ENTRETIENS OFFICIELS, A COMMENCER PAR UNE AUDIENCE AVEC LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, DES CONTACTS AVEC LES MILIEUX D'AFFAIRES ET DE PRESSE ET UN BREF VOYAGE A KOLWEZI OU IL A PU SE RENDRE COMPTE DE L'ETAT DES INSTALLATIONS MINIERES ET METALLURGIQUES DE GECAMINES, BENEFICIAIRE D'UNE INTERVENTION AU TITRE DU SYSMIN.

TRES FRUCTUEUSE AU PLAN POLITIQUE, LA VISITE A FOURNI L'OCCASION A M. PISANI D'APPORTER SON APPUI AUX ORIENTATIONS DU PROCHAIN PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DANS LE CADRE D'UNE STRATEGIE ALIMENTAIRE, ET DE PROJETS DE VALORISATION DE L'ENERGIE HYDRO-ELECTRIQUE D'INGA, TEL NOTAMMENT LE PROJET DU PORT EN EAU PROFONDE DE BANANA.

LE SOUTIEN COMMUNAUTAIRE SERA EGALEMENT ACCORDE AUX EFFORTS ACTUELS DE REDRESSEMENT DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE PAR UNE ASSISTANCE DOUANIERE DONT LES AUTORITES ZAIROISES ATTENDENT BEAUCOUP.

#### 4.6 LIBERIA

M. EASTMAN, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, A RENDU VISITE A LA COMMISSION LE 1ER MARS ACCOMPAGNE DE COLLEGUES MINISTERIELS (AGRICULTURE, FINANCES, PLANIFICATION, COMMERCE, MINES,...). DES DISCUSSIONS SE SONT POURSUIVIES AVEC M. FRISCH AU SUJET DE LA MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES INDICATIFS 4E ET 5E FED, DES RESSOURCES NON PROGRAMMABLES, DU STABEX, DU SYSMIN AINSI QUE DU SECTEUR MINIER.

ACCOMPAGNE DE M. ALVIN JONES, MINISTRE DES FINANCES ET DU MINISTRE DES MINES, M. EASTMAN S'EST ENTRETENU AVEC MM. PISANI ET DAVIGNON ESSENTIELLEMENT DES PROBLEMES MINIERES DE SON PAYS.

DEUX CONVENTIONS DE FINANCEMENT ONT ETE SIGNEES LORS DE LA REUNION AVEC M. FRISCH SUR UN PROGRAMME DE FORMATION ET SUR UNE MICRO-REALISATION POUR UNE AIDE COMMUNAUTAIRE A L'INSTITUT DU DEVELOPPEMENT RURAL.

#### 4.7 MOZAMBIQUE : AIDE D'URGENCE ET MISSION SERVICES COMMISSION

LA COMMISSION A DECIDE D'OCTROYER UNE CINQUIEME AIDE D'URGENCE, COMPTE TENU DE LA GRAVITE DE LA SITUATION DU PAYS. IL EST PREVU DE FOURNIR DES SEMENCES DE HARICOTS ET DE MAIS (ENVIRON 1300 T. AU TOTAL) POUR UNE VALEUR DE 1,3 MIO ECU. UNE MISSION DES SERVICES DE LA COMMISSION EST ACTUELLEMENT A MAPUTO POUR EXAMINER LA POSSIBILITE DE METTRE EN OEUVRE UN PROGRAMME DE COOPERATION.





#### 4.8 PAKISTAN : COMMISSION MIXTE (25 ET 26 FEVRIER)

-----  
LA COMMISSION REUNIE A ISLAMABAD A PASSE EN REVUE LES CONDITIONS D'EXECUTION DE L ACCORD BILATERAL TEXTILE QUI ONT ETE JUGEES SATISFAISANTES.

QUANT A L'UTILISATION PAR LE PAKISTAN DU SYSTEME DE PREFERENCES GENERALISEES COMMUNAUTAIRES, ON A NOTE UNE DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS PAKISTANAISES, EN PARTICULIER L'ENCOURAGEANTE PROGRESSION DES PRODUITS INDUSTRIELS.

IL A ETE EGALEMENT QUESTION DU PROGRAMME D'AIDE DE LA COMMUNAUTE: APPROXIMATIVEMENT 18 MIO ECUS EN 1983.

LES DEUX PARTIES DISCUTERONT DANS UN PROCHE AVENIR D'UN NOUVEL ACCORD DONT LE SCHEMA A ETE ADOPTE LA SEMAINE DERNIERE PAR LA COMMISSION ET QUI COUVRIRA UN PLUS LARGE CHAMP DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET COMMERCIALE.

#### 4.9 BASSIN MEDITERRANEEN : CONSEILS DE COOPERATION

-----  
SELON LES INDICATIONS DE LA PRESIDENCE, DES CONSEILS DE COOPERATION (NIVEAU MINISTERIEL) SONT ACTUELLEMENT PREVUS OU ENVISAGES AUX DATES SUIVANTES :

- EGYPTE : 9/10 AVRIL,
- TUNISIE : 14/15 MAI, EVENTUELLEMENT,
- YOUGOSLAVIE : 18/19 JUIN.

LE SECRETARIAT GENERAL DU CONSEIL A ETE CHARGE D'ETABLIR UN CALENDRIER COMPLET DES REUNIONS AVEC TOUS LES PAYS TIERS ET LES DEUX PAYS CANDIDATS.

#### 4.10 COMITE PARITAIRE ACP-CEE (BRAZZAVILLE, 20-24 FEVRIER)

-----  
ELECTIONS DU PARLEMENT EUROPEEN ET NEGOCIATIONS EN COURS ONT FORTEMENT MARQUE CETTE SESSION. L'IMPORTANCE DES RELATIONS ACP-CEE A ETE SOULIGNEE EN L'ABSENCE DU DIALOGUE NORD/SUD.

M. PISANI A REAGI A CERTAINS PROBLEMES SOULEVES DANS LE DEBAT SUR LE RAPPORT GENERAL, NOTAMMENT : DEFORESTATION-DESERTIFICATION, CREATION DE VILLAGES-CENTRES POUR EVITER LA CONCENTRATION URBAINE ET MAINTENIR L'AGRICULTURE, AUTONOMIE COLLECTIVE REGIONALE PAR CREATION D'UN LIEN ENTRE MISE EN EXPLOITATION DE GISEMENTS MINIERIS ET CREATION D'UN SYSTEME D'INFRASTRUCTURE, CAS D'INTERET MUTUEL ACP-CEE, EQUILIBRE ALIMENTAIRE, MAIS NECESSITE DE L'AIDE ALIMENTAIRE ENCORE POUR PLUSIEURS DECENNIES.

NEGOCIATIONS : M. PISANI N'A TRAITE QUE TROIS PROBLEMES-CLEFS : INTERDEPENDANCE, POLICY-DIALOGUE ET DROITS DE L'HOMME, QUESTIONS QUI ONT ANIME LE DEBAT.

PECHE : LE RAPPORT TRAITE NOTAMMENT DE LA QUESTION DES REGLES D'ORIGINE, CAUSE DE TOUT LE MAL. LE DEBAT, PLUS EQUILIBRE, A MIS L'ACCENT SUR PRODUCTION ET CONSOMMATION LOCALE DU POISSON, RAMENANT LA QUESTION DU COMMERCE EXTERIEUR A SES JUSTES PROPORTIONS.

STABEX : M. HAUSWIRTH A DEFENDU LE SYSTEME CONTRE LES CRITIQUES BIEN CONNUES EN SOULIGNANT LES ASPECTS POSITIFS SOUVENT OUBLIES.

SUCRE : DEBAT BREF MAIS POINT SAILLANT DE LA SESSION. CONTRE LES CRITIQUES HABITUELLES, MISE AU POINT TRES PRECISE PAR M. PISANI QUI SUGGERE AUX ACP DE PRENDRE L'INITIATIVE D'UNE REFLEXION SUR LE PROTOCOLE (LA COMMUNAUTE S'ETANT ENGAGEE A NE PAS REMETTRE EN CAUSE LE PROTOCOLE) OU D'INTRODUIRE LA PROCEDURE D'ARBITRAGE PREVUE A L'ARTICLE 176, SI LES ACP ESTIMENT QUE LA COMMUNAUTE NE RESPECTE PAS SES ENGAGEMENTS.

AFRIQUE AUSTRALE : M. PISANI A REPETE SA DECLARATION DEVANT LA SADCC A LUSAKA (3 FEVRIER) EN INVITANT SES MEMBRES A REALISER UNE VERITABLE INTEGRATION REGIONALE POUR FAIRE FACE A L'AGRESSIVITE ECONOMIQUE ET MILITAIRE DU VOISIN DU SUD. LES DERNIERS EVENEMENTS ENTRE L'AFRIQUE DU SUD ET ANGOLA AINSI QUE LE MOZAMBIQUE ONT ETE JUGES D'UNE MANIERE TRES PRUDENTE PAR LES INTERESSES DIRECTS ET LA COMMISSION. LA DROITE EUROPEENNE Y VOIT UN ESPOIR, LA GAUCHE UNE TACTIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD POUR GAGNER DU TEMPS.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B